

Baisse des prix des médicaments : on nous aurait menti !

Abderrahim DERRAJI - 2019-03-18 07:19:48 - Vu sur pharmacie.ma

La chaîne Luxe Radio a diffusé, le 13 mars, une émission sur le thème «Comprendre les enjeux de la politique du médicament au Maroc». Pour ce faire, le journaliste Mehdi Touassi a invité Ali Sedrati, président de l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP), Wadie Zerhouni, chef de la division de la pharmacie, Oualid Amri, premier vice-président de la Fédération nationale des syndicats des pharmaciens du Maroc (FNSPM), Mohamed Lahbabi, président de la Confédération des syndicats des pharmaciens du Maroc (CSPM), et Abdelmajid Belaich, analyste des marchés pharmaceutiques. Lors de cette émission, qui a permis de débattre durant une heure et demie de l'impact de la baisse des prix des médicaments sur leur accessibilité, en dehors du représentant du ministère de la Santé dont la position a été nuancée tout au long du débat, les autres participants à cette émission ont été assez critiques vis-à-vis de la politique du médicament au Maroc. Cette dernière n'a pas permis d'augmenter la consommation en médicaments puisque le nombre de boîtes consommées est toujours le même depuis 2013 et a perturbé l'approvisionnement en médicaments et particulièrement les médicaments à petit prix. Cette politique, dont a hérité l'actuel ministre de la Santé, explique également en grande partie les difficultés que vivent les intervenants du secteur et particulièrement les pharmaciens d'officine. Les invités de Mehdi Touassi, dont certains ont donné l'impression d'avoir été roulés dans la farine, se sont accordés sur la nécessité de rendre effectives les mesures de compensation qui auraient dû accompagner la mise en place du Décret de fixation des prix des médicaments. Ils ont également été unanimes sur la nécessité de généraliser la couverture médicale qui constitue l'unique moyen d'améliorer l'accessibilité aux médicaments au Maroc. Aujourd'hui, la situation critique que vit un large pan de la profession a poussé des pharmaciens à réfléchir à la mise en place d'un fonds de solidarité afin d'éviter la prison aux premiers pharmaciens «victimes» de cette politique hasardeuse du médicament. Les officinaux ne peuvent pas, non plus, attendre ad vitam æternam les résultats de l'étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), d'autant plus qu'ils n'ont toujours pas digéré la mise en application sélective des recommandations du rapport Boston Consulting Group (BCG). Ce rapport avait préconisé, du temps de Yasmina Baddou, la mise en place de la marge dégressive lissée qui a été ensuite bidouillée en deux marges et deux forfaits avec le résultat que nous connaissons. Aussi et comme on l'a moult fois rappelé, il est temps de stopper cette hémorragie en prenant les mesures nécessaires avec la célérité qui s'impose. Faute de quoi, on va priver beaucoup de régions du Royaume du service de proximité qu'offre le pharmacien. [PDF : Lien](#)